

2006:B12

NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRES : Directrices et directeurs de l'éducation
Secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des
administrations scolaires

EXPÉDITRICE : Nancy Naylor
Sous-ministre adjointe
Division des opérations et des finances

DATE : Le 31 octobre 2006

OBJET : **Lignes directrices relatives à l'examen des installations
destinées aux élèves**

Une priorité clé de ce gouvernement est de faire en sorte que les bonnes écoles restent ouvertes. Il a supprimé les incitatifs financiers à la fermeture d'écoles et a augmenté le soutien financier aux écoles.

Je vous écris pour vous informer de la publication des *Lignes directrices relatives à l'examen des installations destinées aux élèves* (que l'on appelait auparavant les lignes directrices relatives à la fermeture d'écoles). Selon la disposition 26 du paragraphe 8(1) de la *Loi sur l'éducation*, le ministre de l'Éducation peut donner aux conseils scolaires les lignes directrices relatives à la fermeture des écoles. Ces lignes directrices sont maintenant en vigueur et reflètent les principes énoncés dans le document du 17 février 2005, *Lieux propices à l'apprentissage : Réfection des écoles de l'Ontario*.

Les conseils scolaires doivent établir et suivre leurs propres principes directeurs de l'examen des installations qui doivent au moins tenir compte des paramètres exposés dans les *Lignes directrices relatives à l'examen des installations destinées aux élèves* publiées par le Ministère (en annexe).

Étant donné la publication de ces lignes directrices, on recommande aux conseils scolaires de réviser leurs plans d'immobilisations de façon à ce qu'ils fournissent, s'il y a lieu, des renseignements sur leurs examens des installations.

On demande aux conseils scolaires d'adopter des résolutions par lesquelles ils approuvent leurs politiques d'examen des installations respectives d'ici le 31 mars 2007 ou avant qu'un examen des installations ne soit annoncé, selon la première occurrence. Les conseils doivent faire parvenir leurs résolutions au Ministère à BSB.SFIS@ontario.ca. Ces résolutions seront annexées au Système d'inventaire des installations scolaires.

Ces lignes directrices ont été élaborées en consultation avec le comité consultatif technique de l'initiative *Lieux propices à l'apprentissage*, constitué de membres du personnel de conseils scolaires et du Ministère.

Contexte

L'initiative *Lieux propices à l'apprentissage* lancée par le gouvernement le 17 février 2005 annonçait que le Ministère allait publier de nouvelles lignes directrices concernant la fermeture d'écoles, lignes directrices selon lesquelles les conseils et la communauté devraient fonder leurs décisions sur l'évaluation des écoles. Pour cette évaluation, les conseils scolaires doivent examiner la valeur des écoles en se basant sur une consultation communautaire.

Échéances

Les lignes directrices exposent un processus équitable et transparent pour effectuer les examens des installations, et les conseils scolaires doivent travailler avec les élèves, les parents et les communautés pour les instaurer au besoin.

Les lignes directrices prévoient également la durée de la période pendant laquelle les conseils scolaires effectuent l'examen des installations en collaboration avec leurs communautés.

- Il faut que le délai entre l'annonce de l'intention d'effectuer un examen des installations d'une école et la première d'une série d'au moins quatre assemblées publiques soit d'au moins **60 jours**;
- Il faut que la période de consultations publiques dure au moins **90 jours** à compter de la première assemblée publique; et
- Au moins **60 jours** doivent s'écouler avant l'assemblée publique à laquelle les conseillers scolaires votent sur l'examen des installations et sur les recommandations.

Révision administrative du processus d'examen des installations

On peut demander une révision du processus d'examen des installations d'un conseil scolaire pour le motif que le processus suivi n'aurait pas été conforme à la politique du conseil. Si les conditions exposées dans le document *Révision administrative du processus d'examen des installations* (également joint à la présente) sont respectées, la Ministre désignera un facilitateur qui déterminera si l'école a respecté sa propre politique d'examen des installations.

Advenant cette situation, le Ministère s'attend à ce que les conseils collaborent avec le facilitateur pour répondre aux préoccupations de la communauté.

Politique temporaire

Le Ministère admet qu'il est possible que certains conseils scolaires aient commencé les examens des installations (c.-à-d. terminé une bonne partie, sinon la totalité, du processus de consultation) avant la publication des lignes directrices.

Dans l'éventualité où un conseil aurait amorcé un processus de consultation, il sera tenu de respecter l'esprit de l'évaluation des écoles indiqué dans l'annonce du 17 février 2005 concernant les *Lieux propices à l'apprentissage*. En particulier, dans son processus de consultation, le comité d'examen des installations devrait tenir compte de la valeur des écoles en cause pour les élèves, la communauté, le conseil scolaire et l'économie locale. Les conseils scolaires devraient aussi prévoir suffisamment de temps pour recueillir les commentaires et suggestions de la communauté, effectuer les révisions aux rapports d'évaluation des écoles, et diffuser ces rapports, rédigés en langage simple, dans les communautés concernées.

Dans le cas d'un conseil qui, ayant annoncé son intention d'entreprendre un examen des installations visant certaines écoles ou certains secteurs de planification en particulier, n'est pas allé plus loin, le conseil doit se conformer à l'orientation énoncée dans les présentes lignes directrices.

Affichage sur des sites Web / Séances d'information

Un exemplaire de la politique d'examen des installations du conseil scolaire, des *Lignes directrices relatives à l'examen des installations destinées aux élèves* du gouvernement et du document sur la *Révision administrative du processus d'examen des installations* sera mis à la disposition des intéressés au bureau du conseil scolaire et affiché sur le site Web du conseil scolaire.

Le Ministère organisera des séances d'information à l'intention du personnel des conseils scolaires durant les prochaines semaines. Les dates et les heures des téléconférences régionales seront communiquées sous peu par courriel aux responsables principaux des opérations des conseils scolaires.

Renseignements

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements sur les *Lignes directrices relatives à l'examen des installations destinées aux élèves*, veuillez communiquer avec Nancy Whynot au 416-325-4030 ou à nancy.whynot@ontario.ca, ou avec Lygia Dallip au 416-325-2017 ou à lygia.dallip@ontario.ca



Nancy Naylor
Sous-ministre adjointe
Division des opérations et des finances

p.j.

c.c. : Surintendants des affaires et des finances
Responsables principaux des installations physiques